

Pour la défense des services publics Contre la politique d'austérité La mobilisation continue !

L'assemblée du personnel du 25 mai a décidé, suite aux succès du 4 et du 14 mai, de poursuivre la mobilisation contre les projets du Conseil d'Etat et du Grand Conseil. La violence de l'offensive nécessite que nous élargissions et que nous intensifions les actions de mobilisation et d'information auprès de nos collègues et de la population. En effet, le Conseil d'Etat n'a pas encore véritablement négocié avec le Cartel intersyndical et la majorité du Grand Conseil multiplie les projets d'attaques contre les conditions de travail et les prestations tout en diminuant les impôts sur la fortune, sur le revenu et sur les sociétés... Contre la politique des caisses vides et de l'austérité imposée, nous devons élargir le soutien à notre mouvement.

Le Conseil d'Etat veut-il réellement négocier ?

La lettre du Conseil d'Etat du 25 mai, adressée au cartel et largement diffusée auprès du personnel et de la population, ne répond concrètement à aucune des revendications contenues dans les résolutions du personnel du 4 et du 14 mai. Malgré l'affirmation de sa volonté de négocier, le Conseil d'Etat maintient le carcan du plan financier quadriennal et du frein à l'endettement qui bloque les effectifs et s'attaque aux subventions ainsi qu'à la masse salariale. Le gouvernement maintient également son projet de suppression de l'indexation semestrielle, ce qui aura des conséquences pour les actifs-ves, mais aussi pour les retraités-es et les bénéficiaires de prestations financières. Il a refusé également toute entrée en matière sur les retenues pour les heures de grève. Le Cartel a réaffirmé son opposition totale à tout blocage ou à toute diminution des postes, des subventions et des conditions de travail par des mécanismes légaux. ***C'est pourquoi l'assemblée générale du 25 mai a décidé du dépôt d'un préavis de grève pour septembre si le Conseil d'Etat ne concrétise pas sa volonté proclamée de négocier.***

Maintenir la mobilisation dans la durée

Il nous faut continuer à maintenir une mobilisation forte en attendant cette échéance. Car le projet de budget 2004 est actuellement devant le Grand Conseil. Et que l'Entente et l'UDC ont d'autres projets déposés qui visent clairement à s'attaquer aux prestations et à nos conditions de travail. La majorité du grand Conseil a déjà lancé une commission spécialisée qui va se consacrer uniquement au projet de suppression du statut de manière à le faire avancer rapidement. Les diminutions d'impôts sont également à l'ordre du jour. Pour informer la population du contenu de l'ensemble de ces projets, l'assemblée a décidé de lancer dès le 9 juin une campagne publique dans les rues et auprès des usagers-ères des services publics. Chaque organisation membre du Cartel mettra en place les modalités de cette campagne en fonction des échéances sectorielles des différents secteurs. Mais nous devons également montrer à la majorité du Grand Conseil notre détermination. ***C'est pourquoi le Cartel appelle l'ensemble du personnel des services publics et subventionnés, ainsi que l'ensemble de la population, à deux grandes manifestations à l'occasion des prochaines sessions du Grand Conseil, le 10 et le 24 juin.***

Jeudi 10 juin

Manifestation à 17h Place Neuve

Jeudi 24 juin

Manifestation à 17h Place Neuve

Pour la défense de l'Etat social et des prestations !

Contre les attaques à nos conditions de travail !